# «Vincent Capo-Canellas : « La lutte contre les déficits doit être au cœur de la stratégie de l'Etat dans les prochaines années »»

09/02/2012

## Vincent Capo-Canellas : « La lutte contre les déficits doit être au cœur de la stratégie de l'Etat dans les prochaines années »

**Vincent Capo-Canellas** a interpellé ce jour au Sénat, lors des questions d'actualité au Gouvernement, **Valérie Pécresse**, Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat au sujet de **la lutte contre les déficits**. Le sénateur a demandé ***« confirmation devant le Sénat de la volonté du Gouvernement de répondre à un objectif de justice dans la répartition des efforts, en particulier en direction des collectivités locales. »***

Hier, la Cour des Comptes a publié son rapport annuel. Il rappelle l'importance de la lutte contre les déficits et fixe l'objectif à atteindre si nous voulons réduire notre endettement : revenir au niveau de la moyenne de la zone Euro, estimée à 3,7 % du PIB, puis parvenir à un étiage de déficit se situant à 2,5 %.

De son côté, le Gouvernement a confirmé hier que le déficit budgétaire pour l'année 2011 sera de 90,8 Milliards d'Euros contre 148,8 Milliards pour l'année 2010. Pour Vincent-Capo-Canellas, ***« Si cette bonne nouvelle sur le front des déficits et de la lutte contre la dérive des finances publiques mérite d'être saluée, nous mesurons pour autant tout le chemin qui reste à accomplir. »*** En effet, pour le sénateur, ***« Si ce bon résultat permet de situer le déficit à la hauteur de 5,4 % du PIB contre 5,7% attendus, les efforts qui restent à accomplir doivent être au cœur de la stratégie de l'Etat dans les prochaines années. »***

C'est dans ce contexte que le sénateur de la Seine-Saint-Denis a demandé à Valérie Pécresse si le budget 2012 et le collectif budgétaire adopté hier en Conseil des Ministres permettent de répondre à cet objectif.

A la veille de la discussion du Président de la République avec les collectivités, le sénateur s'est fait le porte-parole des élus locaux en posant une question cruciale pour eux : comment répartir équitablement, à l'avenir, l'effort entre les différentes administrations, les comptes sociaux et les collectivités locales. Vincent Capo-Canellas souligne ***« Une telle perspective suppose un véritable moratoire sur l'avalanche de normes diverses et variés, fort coûteuses, que les collectivités subissent. L'assèchement du marché des prêts aux collectivités locales appelle également des mesures immédiates et une décision claire quant à la création d'un nouvel établissement issu de la Banque Postale et de la Caisse des Dépôts. »***

Valérie Pécresse a répondu au sénateur que, si les efforts des Français portaient leurs fruits, il faudra aller encore plus loin en matière de réduction des dépenses et d'efforts supplémentaires pour espérer un retour à l'équilibre budgétaire dans les prochaines années.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC